

RECENTS DEVELOPPEMENTS DANS LE SECTEUR CERÉALIER EN TURQUIE *

M. Yavuz Tekelioğlu**

I. INTRODUCTION

Les céréales constituent un produit vital de base de la consommation alimentaire mondiale. Assimilées directement ou transformées en protéines animales elles assurent aujourd'hui 70 % des besoins.

Malgré cette importance, le tableau mondial des céréales est loin d'être uniforme. Un décalage existe, entre production, répartition et besoin. Les pays en développement qui couvrent les deux tiers de la population de notre planète ne produisent que 40 % du blé et absorbent la moitié des importations. Le nombre de bouches à nourrir dans ces pays s'accroît de 80 millions tous les ans et dans certaines régions le déficit dans l'alimentation prend une allure croissante, inquiétante et même dramatique.

D'après le FAO, le déficit alimentaire des pays en voie de développement atteindra 60 milliards de dollars en l'an 2000, dont 24,4 milliards de dollars proviendront du déficit cérééalier. Ceci couvrira 165 millions de tonnes de céréales (1).

Subvenir aux besoins d'alimentation de la société humaine dans l'histoire, a constitué sans doute le souci principal de tous les pays. "La Grèce antique puis les Romains importaient du blé de leurs colonies, déjà Socrate écrivait qu'on ne pouvait appeler homme d'Etat quelqu'un qui ignorerait tout des problèmes du blé." (2)

Quant à notre époque l'on observe une tentation d'utiliser les céréales comme un instrument officieux de la diplomatie. En effet, pendant que les pays exportateurs profitent de l'atout de la production céréalière, les pays importateurs souffrent de la

* Etude communiquée au Séminaire International sur "Les Céréales et Production Céréalière en Méditerranée" organisé conjointement par le Centre International de Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes (France) et l'Institut Agronomique et Vétérinaire Hassan II (Maroc) sous l'égide de la Commission des Communautés Européennes du 6 au 9 Mars 1985 à Rabat.

** Maître de conférence à la Faculté des Sciences Economiques et Administratives de l'Université de Hacettepe.

(1) FAO, "Agriculture Toward 2000" Rome 1981, p. 24-27.

(2) Dan Morgan, "Les géants du grain", Fayard, Paris 1980, p. 17.

sujetion, ce qui rend la production céréalière un produit stratégique dans les confrontations économiques internationales. Elle se situe dans un marché où les intérêts en jeu sont puissants ⁽³⁾.

La consommation de céréales par personne en Turquie se trouve actuellement parmi la plus élevée du monde. Pour faire face aux besoins d'une population en croissance rapide la Turquie a lancé une politique céréalière afin d'assurer son autosuffisance dans ce domaine.

Comment à partir d'une économie céréalière à faible performance, la Turquie a pu assurer son autosuffisance et même devenir un pays exportateur de grain ? Voici à quoi répond cette étude en se référant spécialement au blé vu son importance pour notre pays...

II- EVOLUTION HISTORIQUE : Vers une place honorable dans le monde.

Les céréales constituent la base de l'alimentation humaine et animale en Turquie. La répartition de la production par céréale fait apparaître en 1983 une prédominance pour le blé 67 %, viennent ensuite l'orge 22 %, le maïs 6 %, et le seigle 4 % ⁽⁴⁾.

Le blé qui demeure la principale culture céréalière forme la nourriture fondamentale du pays. Le pain excellent en Turquie est servi à tous les repas et est consommé en grande quantité quoiqu'il y ait au menu.

L'Asie Mineure qui est considérée comme le lieu d'origine de nombreuses principales cultures est aussi principal centre du blé, de l'orge, de l'avoine et du seigle. ⁽⁵⁾ La pratique de céréaliculture remonte ainsi aux temps les plus reculés de la civilisation humaine.

La Turquie actuelle compte près de 50 millions d'habitants soit environ 1 % de la population du monde. Pour nourrir cette population, la superficie consacrée aux céréales a été portée à 13,3 millions d'ha en 1983, soient 1,85 % du total mondial. La production obtenue a dépassé 24 millions de tonnes constituant ainsi 3,1 % de la production mondiale de céréales. Les emblavures en blé ont constitué en 1983, 4 % du total mondial, et la production en a représenté le 3,3 %.. ⁽⁶⁾ La Turquie a donc acquis depuis

(3) "L'économie agro-alimentaire mondiale" Crédit Agricole, 1977, p. 15.

(4) *Sommaires des statistiques agricoles 1983*, Institut National de Statistique (INS) Ankara, Janvier 1985.

(5) Pat Roy Mooney "Les semences de la terre" Inter Pares, Ottawa, p. 5.

(6) FAO. "Production yearbook 1984"

quelques années une place importante (7^{ème} ou 8^{ème} selon les années) parmi les grands producteurs mondiaux.

Les indicateurs comme à l'échelle méditerranéenne, mettent également en lumière le poids important de la Turquie dans cette zone. En 1983, elle abritait 10,7 % de la population méditerranéenne et totalisait à elle seule 15,6 % de la production céréalière et 21 % du blé produit dans cette région ⁽⁷⁾.

La superficie cultivée en denrées alimentaires de la Turquie formait en 1983, 19 % de la superficie méditerranéenne, pendant que les emblavures en blé constituaient 25 % du total de cette zone. Ainsi après la France, la Turquie se trouvait le deuxième grand producteur de céréales dans la Méditerranée ⁽⁸⁾.

Au niveau national, les céréales sont les produits les plus importants de notre pays. Elles occupent actuellement près de 80 % de la superficie cultivée et 55 % de cette dernière, se compose de blé.

La valeur de production céréalière constitue un tiers de la valeur de production végétale et un cinquième de la production agricole. Ces valeurs sont assez significatives pour le blé qui est aujourd'hui la première récolte céréalière de la Turquie. En effet, celui-ci représentait en 1983 13 % de la valeur totale de production agricole et 22 % de celle de production végétale. En cette même année, 5,7 % du produit national en Turquie provenait des champs de céréales et le blé en constituait 3 % ⁽⁹⁾.

1. Production : 30 ans de progrès en trois étapes.

Au cours de dernières trois décades, la production des céréales a connu une forte croissance en Turquie. En effet, celle-ci a plus que doublé pendant que la production de blé a presque triplé. Cette période est caractérisée par l'existence de trois étapes dont les acteurs affectant la production, ne sont pas de même nature. Pour mieux illustrer les étapes de la croissance céréalière il faudrait constituer le tableau I ou chaque étape se subdivise en plusieurs périodes de 5 ans.

– Première étape (1950 - 1965)

Cette étape est caractérisée par la mise en culture de nouvelles terres à la suite d'une mécanisation poussée. Le nombre des tracteurs est passé de 1756 en 1948 à 54668 en 1965. De 1949 à 1953, 40.000 tracteurs environ ont été importés des Etats-

(7) *Ibid*

(8) *Ibid*

(9) *Organisation d'Etat de Planification (OEP). Le programme annuel de 1984. Ankara 1984.*

Unis au titre d'Aide Marshall. Sous le programme de mécanisation agricole stimulé par l'économie turque, la superficie consacrée aux céréales est passée de 8,2 millions d'ha à 12,9 millions d'ha en 1965. L'augmentation des emblavures était de 3,4 millions d'ha pour le blé. Cet accroissement spectaculaire s'est traduit par une augmentation appréciable de la production céréalière (voir tableau I de l'annexe).

Surtout grâce à d'excellentes conditions atmosphériques la Turquie a obtenu de bonnes récoltes entre 1950 et 1955. Celles-ci ont permis au pays d'avoir des quantités importantes de céréales disponibles pour l'exportation (voir le tableau II de l'annexe).

A la fin de la première étape le montant d'augmentation de la production était de 4,6 millions de tonnes pour le blé et de 7,7 millions de tonnes pour le total des céréales.

En ce qui concerne les rendements, ils n'ont guère changé pendant cette période, ceux du blé ont même baissé légèrement entre 1955 et 1960. Ceci peut s'expliquer par le fait que l'utilisation des intrants outre que les machines, restait insignifiante et l'agriculture ne faisait qu'une consommation négligeable d'engrais. A titre d'exemple, le montant d'engrais appliqué dans la production de blé n'était que de 120.000 tonnes en 1964 et de 224.000 tonnes en 1965 (voir tableau I de l'annexe) ⁽¹⁰⁾.

Ainsi au cours de cette première étape la progression de la production est due à l'augmentation de la surface cultivée et la mécanisation rapide en est largement responsable. Toutefois à partir de 1956 la Turquie devenait tributaire des importations de blé pour faire face à l'accroissement rapide de sa population soit de 2,6 % par an.

— Deuxième étape (1966 - 1975)

Cette décennie qui constitue la seconde étape de la croissance céréalière commence à se dominer par le progrès agronomique. L'effet de mécanisation y est moins accentué. L'augmentation de la superficie cultivée descend à 3 % pour les céréales et de 13 % pour le blé. En revanche, l'accroissement de la production monte à 28 % pour les céréales et à 45 % pour le blé ⁽¹¹⁾.

A la fin de cette étape la Turquie ne compte plus sur les importations provenant des Etats-Unis dans le cadre de la loi 480. Elle assure son autosuffisance dans la consommation du grain. Cette étape donc forme le passage de dépendance à l'autarcie.

(10) Renseignements obtenus du Ministère de l'Agriculture et la Forêt (MAF).

(11) INS, 1985.

Tableau I : Les étapes de progression en blé
Turquie : 1950 — 1984

Les Etapes et Périodes	La Supérficie Cultivée		Production de Blé		Rendements de Blé	
	en total des céréales (000 d'ha)	en blé (000 d'ha)	Evolution annuelle moyenne par période (000 tonnes)	Accroisse- ment annuel moyen par période %	Evolution annuelle moyenne par période (Kg/Ha)	Accroissement annuel moyen par période (%)
— 1950	8 244	4 477	3 872	—	864	—
1951 — 1955	10 620	6 013	6 369	—	1070	—
1956 — 1960	12 551	7 435	7 910	4,4	1063	- 0,1
1961 — 1965	12 947	7 827	8 450	1,3	1078	0,3
1966 — 1970	13 166	8 292	9 924	3,2	1197	2,1
1971 — 1975	13 321	8 856	12 290	4,3	1386	3,0
1976 — 1980	13 542	9 259	16 770	6,4	1812	5,5
1981 — 1983	13 427	9 160	16 970	0,4	1853	0,7
1984	—	—	17 200 ^x	—	—	—

^x Estimation de l'Institut National de Statistique,
Source : Institut National de Statistique.

Sommaires des Statistiques Agricoles 1969 et 1983.

La réalisation de ce progrès repose dans une large mesure sur l'accroissement des rendements dont la part dans la progression de la production de blé s'élève à deux tiers. En effet, l'augmentation annuelle moyenne de ces derniers s'est élevée pour la première fois respectivement de 2,1 % à 3 % au cours de la première et deuxième période de cette étape. On y trouve deux raisons principales qui en sont responsables :

— Introduction de nouvelles variétés à hauts rendements.

A partir de 1965 l'introduction massive en Turquie de nouvelles variétés ont permis d'obtenir des rendements plus élevés que les variétés traditionnelles. Pendant que les variétés mexicaines, Sonora 64 et Lerma Roja voyaient leur succès sur la côte méditerranéenne, une variété russe, Bezostaya s'adaptait bien à l'Anatolie Central et la Thrace. L'utilisation de ces variétés s'est répandue rapidement. En effet, la superficie des terres cultivées en nouvelles variétés couvrait en 1972 65 % des superficies cultivées en blé de la côte et 79 % de celle de Thrace ⁽¹²⁾.

Cette nouvelle technologie agricole appelée "La révolution verte" a conduit la Turquie à établir un projet de blé avec la collaboration de CIMMYT et de l'Université d'Etat de l'Oregon aux Etats-Unis. Grâce à ce projet, de vastes recherches entreprises ont abouti à la mise au point de nouvelles variétés locales améliorées...

En relation avec l'ampleur de la révolution verte la consommation d'engrais s'est considérablement accrue au cours de cette étape. L'application annuelle moyenne d'engrais en culture de blé qui n'était que de 806.000 tonnes entre 1966 et 1970, s'est élevée à plus de 1.200.000 tonnes entre 1971 et 1975. D'autre part, l'utilisation annuelle moyenne des herbicides dans la culture des céréales, malgré son insuffisance s'est accrue aussi, passant de 941 tonnes de la première à 1.546 tonnes en deuxième période.

— L'adoption de la nouvelle technique d'exploitation

Le plateau Anatolien où arido-culture se pratique, couvre à lui seul la moitié de la superficie cultivée en blé de la Turquie. Les agriculteurs y pratiquent la rotation blé-jachère pour garder l'humidité du sol.

A partir de 1972, le Ministère de l'Agriculture et des Forêts (MAF) a lancé un vaste programme de recherche qui grâce aux nouvelles techniques, permettait d'assurer au sol plus d'humidité disponible pour la culture du blé.

Le paquet d'essai mis en place visait essentiellement l'expérimentation de différents types de labours pour réduire au minimum l'évaporation. Le paquet d'essai sou-

(12) "Turkey's wheat research and training project" CIMMYT, Mexico, 1977, P. 18.

tenu par la fixation du temps de labour, la date de semis, l'utilisation d'engrais et des herbicides etc... a été essayé dans les stations de recherches et les fermes d'Etat afin de contrôler les erreurs d'expérimentation. Puis plusieurs des meilleures combinaisons ont été choisies et mises en essai d'adoption chez les agriculteurs de 1972 à 1975... (13).

Les rendements obtenus avec les nouvelles techniques étant toujours le double de ceux des voisins, le paquet au meilleur résultat s'est étendu par un immense programme de démonstration conduit par le service de vulgarisation du MAF.

L'adoption de nouvelles techniques d'exploitation a commencé à donner des résultats spectaculaires sur le plateau à partir de 1976 et surtout pendant la troisième étape.

— Troisième étape (de 1976 à nos jours).

Cette étape commence en 1976 et marque un tournant dans l'histoire de la production céréalière en Turquie. En effet, celle-ci a atteint 24,3 millions de tonnes tandis que la production de blé dépassait 16 millions de tonnes pour la première fois. C'est le début des productions consécutives de 9 ans. Les récoltes battent les records et la superficie cultivée se stabilise, on constate même une légère baisse entre 1981 et 1983.

La progression remarquable de la production est due à l'amélioration de la productivité qui a accru de 5,5 % en moyenne annuelle de 1976 à 1980. Pendant cette période la Turquie dépassant les frontières de l'autosuffisance devenait un pays exportateur du grain, et assurait l'exportation de 3,5 millions de tonnes de blé aux marchés internationaux.

Au cours de cette dernière étape l'appel fait par l'agriculture pour les facteurs de production devient plus important. Ainsi l'utilisation annuelle moyenne de l'engrais dans la production de blé passe de 3 à 3,3 millions de tonnes, de la première à la deuxième période et l'application d'herbicides monte de 4085 à 4663 tonnes annuellement au cours des mêmes périodes. La production céréalière est désormais moins tributaire des aléas climatiques grâce aux effets combinés de l'amélioration des variétés et l'adoption de nouvelles techniques d'exploitation. En effet, la technologie adoptée sur le plateau donne des résultats aussi bon en mauvaise année qu'en bonne année (14). Son rôle dans la progression des rendements et de la production dans l'Anatolie Centrale est remarquable. Aussi elle mérite d'être appréciée au niveau international comme un

(13) *Ibid* P. 13.

(14) *Ibid*

bon exemple du succès de l'aridoculture (dryfarming) grâce à laquelle les récoltes et les rendements ont presque doublé dans le plateau anatolien ⁽¹⁵⁾.

La Turquie, à cette troisième étape, est à la fois exportatrice et importatrice de blé. Ceci est aussi bien pour faire face aux contrats d'exportation où par la nécessité de reconstituer les stocks et maintenir les prix intérieurs à des niveaux raisonnables.

Elle se trouve maintenant en face d'autres problèmes qui exigent peut-être de modifier sa politique céréalière en fonction des besoins de la société turque.

2. Consommation : Manger plus de pain que de viande.

Les pays sous-développés ne livrent pas à leur population le minimum vital évalué par la science. Ces pays ont particulièrement un niveau de consommation déficitaire.

Dans le tableau de rations journalières par habitant on peut remarquer que les besoins caloriques turques sont couverts en moyenne. De ce fait la Turquie se trouve avantagée par rapport à beaucoup de pays sous-développés où règne une insuffisance nutritive.

D'après les dernières recherches réalisées par l'Université de Hacettepe en collaboration du Ministère de l'Agriculture et de l'UNICEF, le régime alimentaire de la Turquie pour l'année 1984 atteint 3.308 calories par personne et par jour ⁽¹⁶⁾.

La consommation journalière de protéines fixés à 97 g. par personne est faible surtout en ce qui concerne les protéines animales qui ne représentent que 25 g. ⁽¹⁷⁾.

La part du lion dans l'alimentation provient des céréales. Une consommation annuelle de 225 kg de céréales par personne dont 180 kg de blé semble très élevé ⁽¹⁸⁾. Actuellement 53 % des besoins en calories et 59 % des besoins en protéines sont dérivés du blé ⁽¹⁹⁾. Il est néanmoins certain que l'on mange de grandes quantités de céréales en Turquie à tous les repas. En effet, d'après les recherches citées ci-dessus, la consommation journalière de pain s'élève à 495 grammes par personne ⁽²⁰⁾.

(15) H. Hanson, N.E. Borlaug et R.G. Anderson "Turkey a dryland succes" in "Wheat in the Third World", Westview press, Boulder Colorado 1982, P. 59-68.

(16) "Rapport provisoire de travaux d'enquête sur l'alimentation", Université de Hacettepe (UH), Ankara, 1985.

(17) Ibid

(18) Ibid.

(19) "L'alimentation en Turquie et politiques de production agro-alimentaires" publication de Fondation du Développement de Recherches en Turquie, Ankara 1980, P. 9.

(20) UH, Rapport provisoire.

En ce qui concerne la consommation de viande, elle reste actuellement la plus faible de l'Europe. Le niveau de consommation par tête, en viande n'est que de 19 kg annuellement (21). Ceci semble n'avoir aucun rapport avec un pays qui se trouve parmi les pays où l'effectif du bétail est très élevé. A titre d'exemple en 1979, l'effectif du bovin en Turquie totalisait 25 % du total de la Méditerranée du Nord tandis que la production bovine de viande n'en constituait que 5,7 %. La même année l'effectif d'ovin et de caprin constituait respectivement 44 % et 65 % de la Méditerranée du nord (22).

La production de viande ne paraît pas considérable si l'on tiens compte de l'effectif total du cheptel. Ceci peut s'expliquer par le poids à l'abattage extrêmement faible du bétail. En effet, à cause du manque d'aliments concentrés et d'une insuffisance de la production fourragère, l'alimentation du bétail dépend dans une large mesure des pâturages.

Comme nous l'avons déjà indiqué, les efforts faits depuis 1950 pour accroître la production céréalière, ont provoqué un accroissement rapide de la surface cultivée. Mais ceci s'est produit presque entièrement au détriment des pâturages. En dépit de cette baisse considérable de la superficie les effectifs du cheptel ont augmenté plus vite.

En effet, ceux-ci (bovin, ovin et caprin) sont passés de 52 à 85.5 millions de bêtes entre 1950 et 1980, tandis que la superficie des pâturages diminuait de 37.8 à 14 millions d'ha au cours de la même période (23). Ceci bien évidemment a diminué considérablement la superficie en pâturage disponible par animal. En outre, la superficie restante a été pâturée à l'excès dans une mesure désastreuse.

Actuellement l'élevage intensif est encouragé notamment par un accroissement de fourrage dont la pénurie est l'obstacle le plus sérieux au développement du secteur d'élevage de notre pays...

III- RECENTS DEVELOPPEMENTS ET AVENIR DU SECTEUR CEREALIER.

Au cours de cette dernière décade la Turquie a connu une croissance démographique soit de 2,1 % par an. Pendant la même période le nombre de citadins par rapport au nombre total des habitants est passé en pourcentage de 41,8 % en 1975 à 48 % actuellement. Les revenus distribués ont augmenté malgré la répartition inégale du revenu

(21) MAF

(22) "Annuaire des pays méditerranéens", IAM, Montpellier 1981 p. 98-107.

(23) INS, *Sommaires des statistiques agricoles et "1980 Census of Agriculture, Result of Household Survey"*, Ankara 1982.

national ⁽²⁴⁾

L'ensemble de ces facteurs a joué en faveur d'une augmentation de la demande des produits alimentaires, et l'accroissement de la demande alimentaire globale a été le stimulant fondamental de la croissance et du progrès agricoles. Jusqu'à maintenant l'agriculture turque a pu faire face à la demande de la plupart des produits comme nous l'avons révélé précédemment, soit par l'extension des superficies cultivées aux dépens des paturages permanents, soit par l'intensification des superficies déjà cultivées par l'introduction de techniques ou de facteurs nouveaux.

Nous pouvons avancer qu'à l'heure actuelle l'approvisionnement alimentaire de la Turquie s'effectue presque entièrement par prélèvement direct sur la production dont l'augmentation est en moyenne nettement supérieur à celui de la croissance démographique. La production agricole couvre donc l'essentielle des besoins du pays et lui permet même d'être exportateur.

Toutefois l'élévation relative du niveau de vie entraîne une modification dans les rations alimentaires au profit de substances plus riches, viandes, produits laitiers, sucre dont les élasticités sont plus fortes que celles de substances pauvres : céréales, tubercules, etc....

Dans ce contexte, quelles peuvent-être les tendances d'évolution des céréalicultures en Turquie ? Quels sont les facteurs déterminants l'avenir de la production céréalière turque ?

Avant d'étudier ceci il serait plus raisonnable de passer en revue les récents développements de l'économie turque, puis d'étudier l'influence de nouvelles politiques lancées en janvier 1980, sur le secteur céréalier, spécialement le blé.

1. Le grand tournant de 1980

Au cours de la deuxième moitié des années 1970, l'économie turque se trouvait dans une situation critique. Le premier choc pétrolier et surtout la politique économique intérieure suivie par la Turquie, ont provoqué la dégradation des performances économiques. Au lieu d'assurer les ajustements nécessaires aux changements économiques extérieurs, la Turquie a cherché entre 1973 et 1977 à augmenter son taux élevé de croissance grâce à des emprunts provenant de marchés européens. Par suite de cette politique expansionniste, les importations ont augmenté rapidement et la croissance économique s'est accélérée.

(24) INS, "Recensement démographique de 1980", Ankara 1984, p. 3-5.

Au cours de cette même période les recettes d'exportation sont plus ou moins restées stationnaires, ce qui a alourdi le déficit de la balance des paiements et accéléré l'inflation intérieure.

Le second choc pétrolier empêchant la réussite des tentatives faite en 1978 et 1979 pour stabiliser l'économie a rendu la situation plus grave. La facture pétrolière, qui constituait seulement 17 % des recettes d'exportations en 1973, est montée à 61 % en 1978 et 76 % en 1979. Elle dépassait même en 1980, 33 % de la valeur totale des exportations ⁽²⁵⁾.

Quant à l'inflation, le taux annuel qui se trouvait en moyenne de 20 % entre 1970 et 1977 s'est accéléré, passant de 64 % en 1979 à 107 % en 1980.

Le programme de stabilisation économique lancé en janvier 1980 visait à réduire l'inflation et le déficit de la balance des paiements. Pour battre la première, une politique monétaire est utilisée comme instrument de régulation de la demande. Pour réduire le déficit de la balance des paiements, le système traditionnel de taux de changes fixes a été remplacé par de petits ajustements périodiques qui sont devenus quotidiens en juin 1981. Ainsi la parité de la livre turque a été portée de 70 en janvier 1980 à 460 livres turques pour un dollar U.S. actuellement. Le programme de stabilisation, a libéré dans une large mesure le commerce extérieur et les opérations en devises.

Pour lutter contre l'inflation et favoriser l'épargne, les taux d'intérêts ont été relevés dans le cadres des mesures monétaires. Ces mesures ont été complétées par une politique très rigoureuse en matière de revenu, qui se solde depuis 1981, par une diminution des salaires et des traitements en termes réels.

La nouvelle politique évite toute intervention excessive de l'Etat dans la vie économique. Elle vise également à changer radicalement la stratégie de développement de la Turquie en accordant une large place aux forces du marché. La Turquie a bénéficié d'un accord de confirmation de trois ans du FMI et d'une aide spéciale de l'OCDE afin de réaliser son programme de restructuration.

Le programme de stabilisation a obtenu des résultats remarquables pendant les trois premières années. L'inflation a été ralentie, le déficit extérieur a été réduit grâce à l'augmentation des exportations et la production industrielle a redémarré... La Turquie a augmenté son PNB de 4 % au moyen annuel au cours de cette période ⁽²⁶⁾.

(25) OCDE, *Etudes Economiques, Turquie 1980, 1981, 1982.*

(26) OEP, *Programmes annuels de 1983 et 1984.*

Mais en 1984, l'inflation s'est accélérée de nouveau et est montée à 52 % au lieu de l'objectif prévu de 25 % ⁽²⁷⁾. La Turquie a du prendre des mesures plus restrictives afin de réduire l'inflation.

Le résultat néfaste de la politique monétaire a été évidemment l'augmentation du taux de chômage du à la restriction des dépenses de l'investissement. Le chômage atteint actuellement 20 % de la population en âge de travailler ⁽²⁸⁾.

Il n'est pas possible de procéder pour l'instant à une évaluation globale de la nouvelle politique économique. Mais ceci ne nous empêche pas d'entreprendre une analyse partielle de la situation agricole, surtout celle du secteur céréalier dans le cadre du programme de stabilisation.

2. La politique agricole et les mesures de stabilisation.

Le premier objectif des politiques agricoles est de développer la production dans l'agriculture. Les politiques des prix, la commercialisation, la réglementation du commerce extérieur et les subventions aux moyens des productions jouent, à cet égard, un rôle essentielle.

Les mesures relatives à l'infrastructure et aux conditions techniques et économiques de la production agricole ainsi que la politique de structures, contribuent également à favoriser l'expansion de la production agricole. Dans ce domaine les politiques sont exercées principalement par la voie des investissements publics ⁽²⁹⁾.

Apte à sa philosophie, la politique monétaire en vigueur a mis l'accent plutôt sur les politiques de prix, de subventions aux moyens de production et de crédit.

Pour freiner l'inflation, les prix de soutien agricole ont été relevés faiblement. Aussi de 1981 à 1984 les prix de soutien n'ont pas suivi dans l'ensemble la hausse générale des prix. Ce qui vraisemblablement diminue en termes réels les revenus des agriculteurs. Par contre, les prix des facteurs de production utilisés dans la production agricole n'ont cessé d'augmenter. Particulièrement sur les conseils de la Banque Mondiale, la suppression considérable des subventions applicables aux engrais et aux pesticides a accusée une forte augmentation de prix.

Les politiques de crédit se sont orientées dans le cadre de nouvelles politiques

(27) *Ministère du Commerce*

(28) *OEP 1984*

(29) *OCDE "Le développement de l'agriculture en Europe Méridionale" Paris, 1969, p. 33.*

vers les crédits agricoles plus chers que la période précédente.

Les taux d'intérêts des crédits accordés à l'agriculture, bien qu'ils soient bonifiés, restent élevés compte tenu des efforts de stabilisation sur les prix agricoles.

Comme le programme de stabilisation a visé de limiter la croissance des revenus nominaux afin de faire baisser le taux d'inflation, le paiement des produits, sujet au prix de soutien, ne se fait pas comptant. Les agriculteurs touchent 50 % de leur argent à la vente, et le reste est payable dans les six mois et en deux fois.

Dans ces conditions, en 1980 le produit agricole brut au coût des facteurs n'a augmenté que de 0,1 %. Ce pourcentage a été de 3,2 % entre 1973 et 1977, de 2,4 % entre 1978 et 1980. Après avoir fortement progressé en 1982, soit de 6,2 %, la production agricole a diminué à 0,3 % en 1983 ⁽³⁰⁾.

La politique agricole, dans le cadre de la nouvelle politique, ne s'intéresse pas aux problèmes structurels de l'agriculture qui constituent l'obstacle le plus sérieux pour le développement agricole de notre pays... Elle ne s'intéresse pas non plus à l'organisation des petits exploitants sous un système de coopération efficace, qui pourrait permettre de réaliser des économies et une amélioration de la compétitivité.

Par la politique adoptée depuis janvier 1980, non seulement les mesures de stabilisation sont mises en place mais aussi la politique économique est réorientée. D'après le nouveau programme économique, la Turquie trouve son avantage comparatif dans les produits agricoles et l'industrialisation basée sur l'agriculture, est à l'ordre du jour. A cet effet, le crédit agricole est largement utilisé dans l'établissement de grandes entreprises agro-alimentaires. Dans ce domaine les entrées de capitaux étrangers deviennent importants grâce à la simplification des procédures administratives, la réglementation des changes et la diffusion d'informations concernant les possibilités d'investissements ⁽³¹⁾.

Les Etats-Unis en tire l'avantage, investissant dans le cadre de co-entreprises avec des partenaires turcs. La compétition avec la CEE pour la conquête des marchés du Moyen Orient pousse les Etats-Unis, à investir dans le secteur agro-alimentaire en Turquie, pays qui se trouve à proximité de ces marchés et qui entretient de bonnes relations avec le monde islamique.

La tendance de l'industrialisation sur une agriculture qui dispose d'un vaste poten-

(30) OEP, Programmes annuels.

(31) OCDE, Etudes économiques 1983, p. 54-57.

tiel mobilisable, bien que favorable en Turquie, porterait de graves problèmes si les obstacles posés par la petite taille des exploitations, le manque de capitaux et de compétences ne sont pas surmontés. Ce qui constitue le côté faible de la politique agricole appliquée dans le cadre du nouveau programme économique.

3. L'influence des mesures sur le secteur céréaliier.

Depuis la mise en place du programme de stabilisation, les termes d'échanges internes se sont détériorés pour l'agriculture, comme le montre bien les chiffres ci-dessous.

EVOLUTION DES TERMES D'ECHANES INTERNES (1970 - 1984)

ANNEES	Termes d'échange interne (1963 = 100)	Prix soutien de blé (aux prix constants du marché 1963 = 100)
1970	91,8	55
1971	88,4	55
1972	83,4	45
1973	85,1	43
1974	94,7	67
1975	112,3	75
1976	110,8	71
1977	107,6	62
1978	94,2	42
1979	74,8	35
1980	70,7	32
1981	75,0	45
1982	69,8	39
1983	65,1	35
1984	74,0	44

La détérioration est plus marquée pour le blé. En effet, les prix constants du blé ont leur valeur les plus basses à partir de 1979. Etant donné que l'influence sur les revenus des agriculteurs se réalise grâce à une action des pouvoirs publics s'exerçant sur les prix agricoles, nous pouvons avancer que la politique monétaire a réduit en termes réels les revenus des producteurs de blé.

En Turquie, l'Etat intervient assez souvent dans la formation des prix et la vente des produits agricoles. Tous les ans le gouvernement fixe les prix plancher pour toute la production de céréales. Les agences d'Etat jouent un rôle important dans l'organisation de la commercialisation et les intervention sur le marché.

Dans le cas des céréales, c'est l'Office des Produits du Sol (TMO), une entreprise d'Etat, liée au MAF, qui est chargée de la stabilisation du marché des céréales. Le TMO assure aux agriculteurs des garanties de prix sous forme de prix fixés ou de prix de soutien. Le TMO peut acheter du blé aux producteurs, aussi bien qu'aux intermédiaires. En général les producteurs livrent 40 % de leur ventes au TMO et 60 % aux commerçants (32). Environ 1/5 du blé produit en Turquie est acheté par le TMO. Les clients principaux de TMO sont les municipalités, l'armée, les écoles et les hôpitaux. Les derniers profitent de la vente à prix raisonnables de TMO, tandis qu'elle est chargée de fixer un minimum pour les prix versés aux agriculteurs. Les pertes financières provenant de ces opérations sont couvertes par le trésor.

La capacité de stockage du TMO s'élève environ à 3 millions de tonnes, soit 18 % de la production de blé de la Turquie.

La balance du commerce du blé est assurée par le secteur privé: commerçants, grands exploitants et propriétaires de moulins à farine. Ils se trouvent des relations compétitives et complémentaires entre le TMO et le commerce privé.

Le prix de gros et le prix à la ferme se trouvent normalement au dessus du prix de soutien (annexe tableau 3). Les années de bonnes récoltes, les prix de soutien sont efficaces sur les prix du marché. Si la récolte est mauvaise, ils forment les prix planchers. L'écart entre les prix, change en fonction de la récolte.

(32) MAF, *Recherche de blé, Manisa 1981*, p. 60.

La quantité de blé acheté par le TMO chaque année est la fonction de la production relative à la demande, au niveau du prix de soutien et au niveau des stocks qu'elle a au début de la récolte. Le facteur le plus important est évidemment le niveau de production.

La diminution des achats du TMO, au cours de ces dernières années peut s'expliquer par le mode de paiement, 50 % seulement de la production achetée sont payés au moment de l'achat et le reliquat est payé au cours des six mois suivants. Les producteurs vendent leurs récoltes aux commerçants qui ayant des possibilités de stockage, décalent leurs produits au marché pendant l'hiver et tirent le maximum de profits.

A cause de l'importance des prix des céréales nous avons donné plus de place au TMO dont le rôle dans la stabilisation du marché est primordial.

En ce qui concerne les prix de facteurs de production utilisés dans la culture du blé, ils ont augmenté beaucoup plus vite au cours de 1979-1984 qu'au cours de 1970-1975 (voir le tableau 2).

Tableau 2. Indices des prix de facteurs de production utilisés dans la production du blé (1979 = 100)

Facteurs de production	1970	1975	1979	1980	1981	1984
Engrais	55.6	126.6	100	627.6	697.9	1569.0
Herbicides	14.0	51.6	100	295.6	429.3	1153.0
Carburants	16.0	36.0	100	324.6	530.4	1320.0
Semences certifiées	15.3	38.2	100	210.5	378.3	828.9
Tracteurs	16.4	23.2	100	266.5	359.8	750.0
Taux d'intérêt de crédit						
agricole, pour engrais et semences.	10,5%	10.5%	15 %	22 %	22 %	28 %
Prix de soutien du blé TMO						
	16.7	47.0	100	201.1	367.6	902.0

Source : tableau préparé à partir des données des: Ministère de l'Agriculture, Ministère l'Energie et des Ressources Naturelles, Ministère du Commerce, Organisation d'Etat de Planification, et Banque Agricole de la République de Turquie.

La hausse des prix est plus importante pour l'engrais qui a augmenté plus de 15 fois, depuis 1979. Ensuite viennent les carburants, et les herbicides qui ont augmenté de 13 et 11 fois séparément. Les prix des semences certifiées et des tracteurs ont augmenté aussi plus vite par rapport à la période précédente mais moins vite que les autres facteurs de production.

De 1979 à 1984 le taux de crédit agricole accordé pour l'achat d'engrais et de semences a augmenté de 15 % à 28 %. Ce taux n'était que de 10,5 % en 1970.

Comme il ressort du tableau 2, la tendance de l'augmentation du prix de soutien par rapport aux prix des facteurs de production est moins élevée. Après ce tableau, qui illustre les variations des prix par rapport à l'année ou période précédente, il nous a paru utile de constituer le petit tableau ci-dessous pour montrer la situation concrète des producteurs de blé entre deux périodes étudiées. Ici les prix des facteurs de production sont divisés par les prix de soutien du blé de TMO. Les coefficients ainsi obtenus montrent la quantité de blé nécessaire pour acheter (une unité ou un kg) de chaque facteur.

Tableau 3: valeurs des facteurs de production en quantités de blé (kg).

	1975 - 1979	1980 - 1984	Variation en pourcentage par rapport à la période précédente.
Tracteurs	53 500	77 500	45
Semences certifiées	1,35	1,50	11
Carburant	1,30	2,40	85
Engrais	0,35	0,45	29
Herbicides	11,30	17,70	57

Sources: tirées des données du tableau 2.

A titre d'exemple, il faudrait 1,35 kg de blé pour acheter un kg de semence certifiée pendant la période de 1975 à 1979, tandis qu'il en faut 1,50 kg au cours de la deuxième période.

Ces chiffres montrent bien combien la situation des producteurs de blé s'est détériorée depuis la mise en place du programme de stabilisation. Il n'a fait qu'appauvrir des masses de paysans dont les sacrifices n'ont rien apporté au soulagement de l'inflation.

Pourtant la production n'a pas reculé, ce qui semble intéressant. Mais elle s'est stabilisée, car la Turquie produit entre 17,5 et 16 millions de tonnes de blé depuis 1976.

Le blé constitue un mode de vie dans le milieu rural et entre 50 et 60 % de la production est consommée sur place ⁽³³⁾. En outre, les agriculteurs turcs sont devenus tributaire des intrants modernes. L'achat à crédit d'engrais, d'herbicides, et de semences sélectionnées ne les empêche pas de produire bien qu'ils ne soient pas contents des prix annoncés après la récolte.

Une autre raison importante pour la stabilisation de la production est que les producteurs turcs, après la suppression des subventions applicable aux engrais et aux herbicides, et la hausse du carburant utilisé pour leurs tracteurs, ont commencé à chercher les moyens les plus efficaces d'utilisation de ces intrants... Aussi la hausse des prix de facteurs de production ne les empêche pas de produire, mais les empêche de produire d'avantage.

(33) MAF, "Projet pour le développement de la production de blé", Ankara 1982, p. 16 - 17.

IV. CONCLUSION

Au cours de cette étude, nous avons montré comment la Turquie, pays dépendant, a pu s'assumer et même exporter du grain alimentaire, actuellement sujet à des nouvelles confrontations sur la scène mondiale.

L'Avenir des céréales en Turquie dépendra des politiques nationales élaborées. Lorsqu'elle aura la possibilité d'augmenter sa production de blé, il y aura deux possibilités distinctes d'utiliser cette expansion.

Elle choisira d'être un pays exportateur important de blé, en exportant surtout dans le bassin méditerranéen, aux pays islamiques avec lesquels elle entretient de bonnes relations et qui ont des pétro-dollars. Ceux-ci lui permettraient d'avoir des fonds nécessaires pour accélérer son développement économique. Ainsi le blé devient le pétrole jaune de la Turquie.

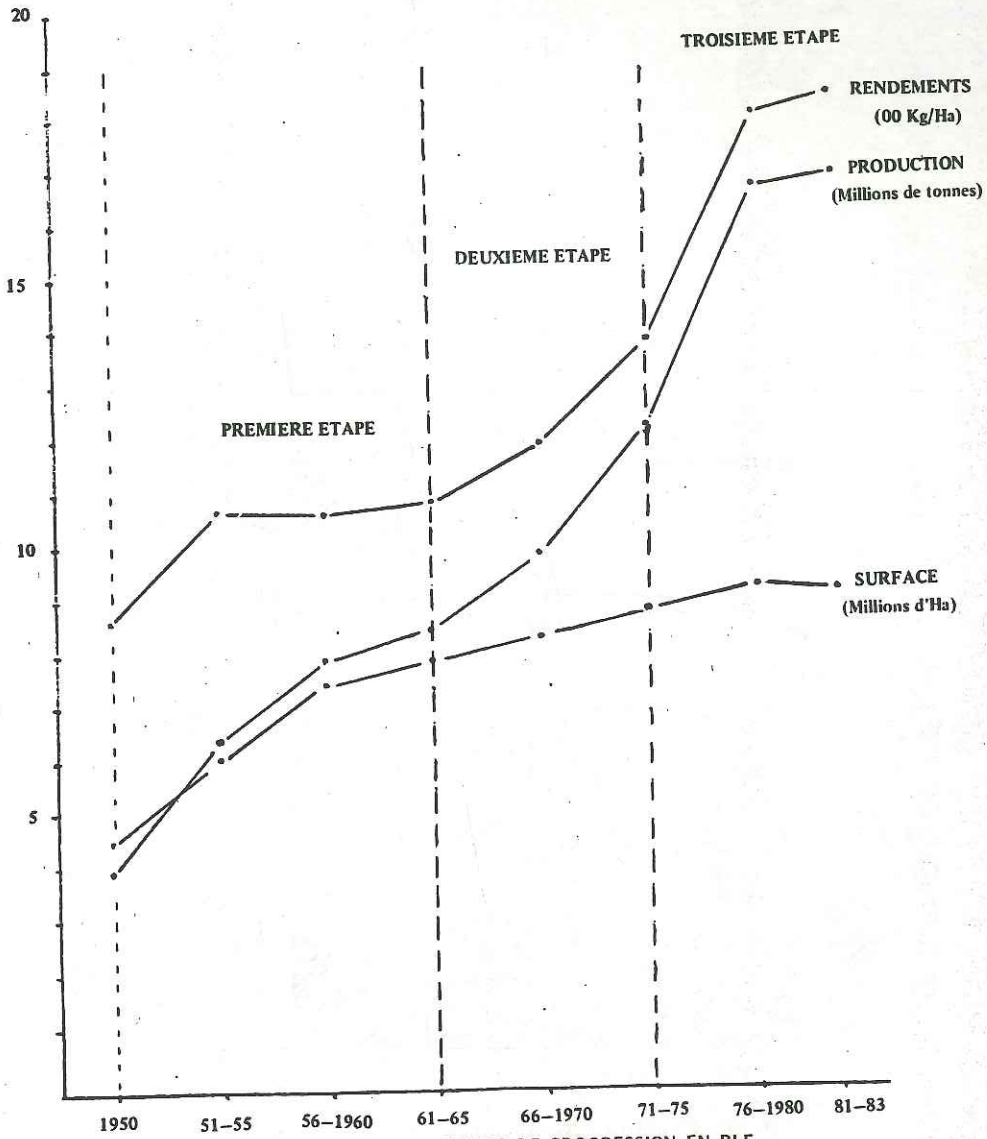
Ou bien la Turquie se limiterait uniquement à la consommation interne de blé, consacrant une part de la superficie aux fourrages ce qui lui assurerait l'amélioration de l'élevage et à la suite de quoi l'alimentation serait équilibrée.

L'idéal serait de pouvoir exporter et favoriser le fourrage. Cela permettrait de passer à la 4ème étape de la progression céréalière de notre pays...

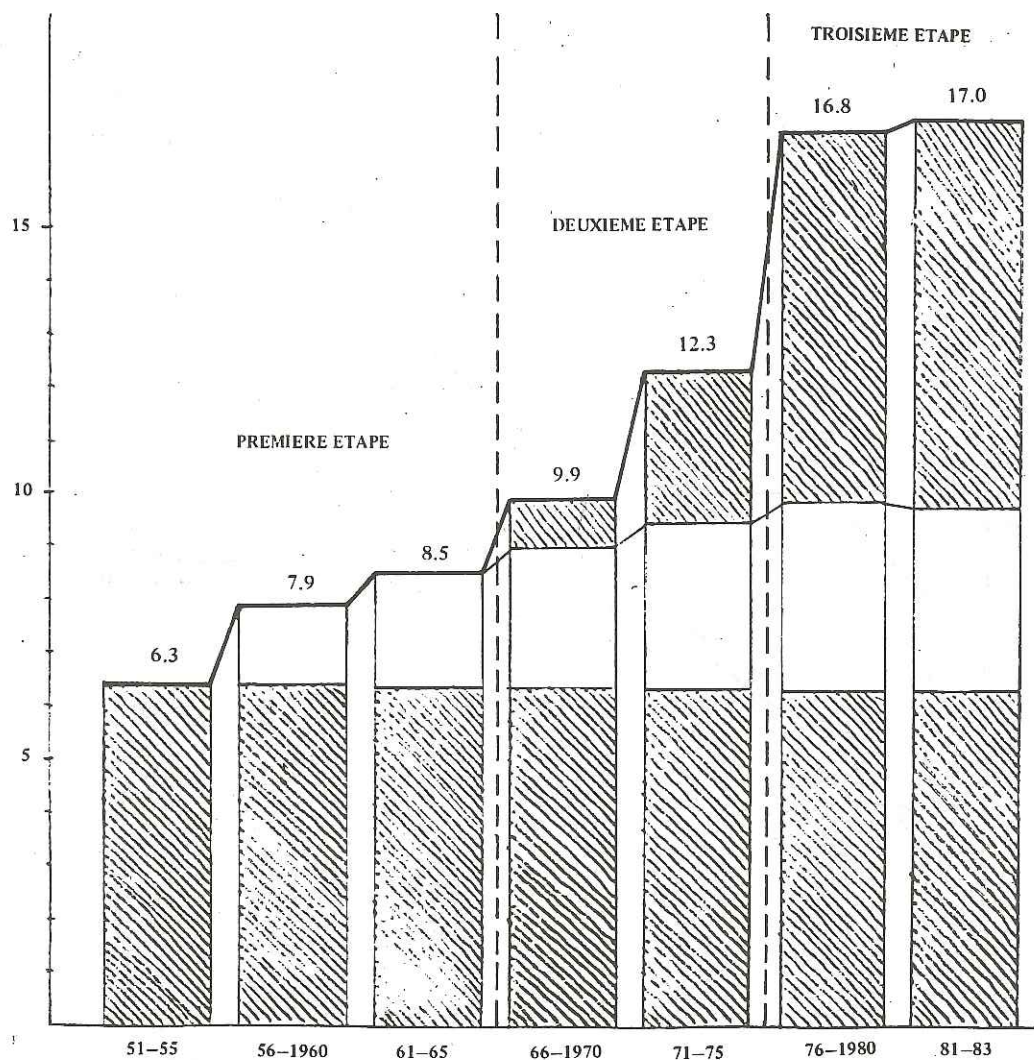
--- oOo ---

ANNEXES

--- 0 ---



Graphique 1 - LES ETAPES DE PROGRESSION EN BLE



Graphique 2 – CONTRIBUTION DE LA SURFACE CULTIVEE ET DES RENDEMENTS DANS L'AUGMENTATION DE LA PRODUCTION DE BLE EN TURQUIE.

Tableau I : Statistiques de production nationale de blé
Turquie : 1950 - 1984

Années	Rendement (Kg/Ha)	Superficie en blé (000 d'ha)	Production de blé (000 de tonnes)	Consommation d'engrais ^x (000 de tonnes)	Utilisation des produits herbicides (en tonnes)	Nombre des tracteurs
1950	864	4 477	3 872	42	-	16 600
1955	977	7 060	6 900	138	7	40 282
1960	1 097	7 700	8 450	107	114	42 136
1965	1 076	7 900	8 500	813	411	54 668
1966	1 208	7 950	9 600	286	563	65 103
1967	1 250	8 000	10 000	642	715	74 982
1968	1 154	8 250	9 520	979	955	85 475
1969	1 212	8 660	10 500	1 150	1 165	96 407
1970	1 163	8 600	10 000	976	1 307	105 865
1971	1 552	8 700	13 500	1 165	1 282	118 825
1972	1 397	8 730	12 200	1 297	1 242	135 726
1973	1 130	8 850	10 000	1 448	1 617	156 139
1974	1 257	8 750	11 000	906	1 885	200 466
1975	1 594	9 250	14 750	1 303	1 704	243 066
1976	1 784	9 250	16 500	2 743	3 145	281 802
1977	1 785	9 325	16 650	3 052	4 225	320 578
1978	1 796	9 300	16 700	3 447	4 587	370 259
1979	1 862	9 400	17 500	3 525	4 363	402 777
1980	1 829	9 020	16 500	2 203	4 105	436 369
1981	1 838	9 250	17 000	2 987	4 650	458 714
1982	1 944	9 000	17 500	3 249	4 528	491 001
1983	1 777	9 230	16 400	3 724	4 810	513 516
1984	-	-	17 200 ^{xx}	-	5 697 ^{xxx}	-

x : A partir de 1966 il s'agit uniquement de l'engrais consommé dans la production de blé

xx : Estimation de l'Institut National de Statistique.

xxx : Programme du Ministère de l'Agriculture.

- : Non disponible

Source : Institut National de Statistique et Ministère de l'Agriculture.

Tableau : 2 Commerce extérieur de blé, Turquie : 1950 – 1984

Années	Exportations		Importations	
	Quantité (en tonnes)	Valeur (en 000 \$)	Quantité (en tonnes)	Valeur (en 000 \$)
1950	—	—	190 688	17 215
1951	20 279	2 438	95 600	10 063
1952	448 846	58 520	824	117
1953	600 603	58 678	—	—
1954	953 525	67 462	—	—
1955	158 881	12 454	222 572	17 460
1956	176 874	17 762	185 423	15 748
1957	—	—	434 990	36 948
1958	30 226	2 570	59 690	4 328
1959	371 372	21 796	—	—
1960	34 017	2 304	98 871	8 828
1961	1 250	91	856 085	62 186
1962	—	—	689 600	50 667
1963	—	—	786 797	57 818
1964	—	—	80 756	6 131
1965	—	—	348 459	26 210
1966	—	—	236 209	17 375
1967	—	—	14 157	1 971
1968	1 530	240	5	1,3
1969	63	10	387 469	27 977
1970	20	6,2	1 126 966	70 786
1971	—	—	669 984	46 921
1972	278 615	16 319	80 963	6 343
1973	312 589	24 180	9 614	1 900
1974	—	—	1 169 324	239 094
1975	—	—	459 168	102 714
1976	—	—	8 732	1 339
1977	591 138	59 589	6 097	768
1978	1 921 199	208 324	—	—
1979	686 026	86 152	—	—
1980	338 049	52 039	—	—
1981	315 536	53 785	272 308	47 461
1982	296 208	50 879	525 281	91 624
1983	609 896	99 354	12 913	1 998
1984	249 525	38 300	575 659	98 652

Source : Organisation d'Etat de Planification et Ministère du Commerce

TABLEAU 3. BLE : PRIX DE SOUTIEN ET ACTIVITES D'ACHAT DE TMO EN COMPARAISON AUX PRIX DE MARCHÉ

Années	Prix de soutien de TMO Kr*/Kg I	Indices des prix de produits alimentaires 1963=100 II	Prix de soutien déflaté par/III Kr/Kg	Prix à la ferme par/II Kr/Kg III	Prix à la ferme déflaté par/II Kr/Kg de 1963 III-I	Différence de prix entre III et I Kr/Kg III-I	Différence de prix en pourcentage du prix de soutien	Prix de gros blé dur à Ankara Kr/Kg IV	Achats de TMO (tonnes) V	Achats de TMO en % de la production
1965	78	104,5	74,6	86	82,3	8	10,2	86	522 875	6,1
1970	85	127,0	66,9	100	78,7	15	17,6	100	807 226	8,1
1971	100	138,4	72,2	105	75,9	5	5,0	107	1 937 758	14,4
1972	100	153,4	65,2	109	71,0	9	9,0	111	1 397 659	11,4
1973	120	192,1	62,5	134	69,7	14	11,7	158	536 267	5,4
1974	215	281,6	76,4	240	85,2	25	11,6	268	1 857 929	16,9
1975	240	313,9	76,4	277	88,2	37	15,4	273	2 850 041	19,3
1976	265	355,4	74,6	274	77,1	9	3,4	278	3 134 233	19,0
1977	290	410,3	70,7	301	73,4	11	3,8	307	3 593 631	21,6
1978	330	549,3	60,1	403	73,4	73	22,1	362	3 202 200	19,2
1979	510	816,4	62,5	546	66,9	36	7,0	596	1 644 200	9,4
1980	1025	1755,5	58,4	1114	63,4	89	8,7	1316	1 653 300	10,0
1981	1875	2771,5	67,6	1905	68,7	30	1,6	2252	1 058 300	6,2
1982	2100	3303,7	63,6	2402	72,7	302	14,4	2445	2 522 600	14,4
1983	2600	3947,6	65,8	2866	72,6	266	10,3	3011	2 081 000	12,7
1984	4600	6438,4	71,4	—	—	—	—	—	1 920 000	11,2

*: Kr (kuruş). Un centième de la livre turque.

—: Non disponible.

Source: I, V : TMO et Organisation d'Etat de Planification

II : Ministère du Commerce.

III, IV : Institut National de Statistique.

